

Stratégie et parti, ne pas abuser des mélanges...

mercredi 29 novembre 2006, par [PIERRON Côme](#), [SIMPLON Joséphine](#) (Date de rédaction antérieure : novembre 2006).

Dans son numéro 181 de novembre 2006, la revue *Critique communiste* a publié un deuxième dossier sur les questions stratégiques, qui prolonge les débats du n° 179 dont les textes ont déjà été mis en ligne sur le site d'ESSF. Le texte qui suit fait partie de ce dossier.

Sommaire

- [Le retour de la question \(...\)](#)
- [Et donc de la question du](#)
- [Une nouvelle force anticapital](#)
- [Aujourd'hui et demain et \(...\)](#)
- [Des divergences stratégiques](#)
- [La grève générale : option](#)

Dans son texte intitulé « Mélanges stratégiques » [1], Samy Joshua débat notamment de la construction du parti révolutionnaire. Traitant de stratégie, il répond aussi à des camarades ne défendant pas le même point de vue que nous ; ni sur les perspectives, ni sur le parti. Nous partageons beaucoup d'éléments avancés en particulier quand il rappelle le rôle central de la question de l'État et donc l'impossibilité de contourner le pouvoir de la classe dominante pour bâtir une nouvelle société. Mais l'accord sur la nécessité de la prise du pouvoir laisse de côté nombre de débats sur les moyens d'y parvenir, en particulier à propos du parti, son programme, ses contours, ses objectifs, ses hypothèses stratégiques... En bref qu'est-ce qu'être révolutionnaire aujourd'hui dans une conjoncture qui ne l'est pas ? Cette problématique est au cœur des discussions sur la construction d'une nouvelle force. Poursuivons donc le débat.

Le retour de la question stratégique

La discussion sur les problèmes stratégiques a repris de la vigueur. Des camarades ne le voient pas et s'étonnent qu'on puisse dès lors rouvrir des débats, en particulier sur le parti, qu'ils croyaient réglé pour la durée d'une « nouvelle période », par définition non mesurable. Pourtant nous ne sommes plus exactement dans le même contexte qui avait amené la Ligue à remettre en cause la perspective « immédiate » de construction d'un parti révolutionnaire en s'appuyant sur la rupture que représentait avec la période « des guerres et des révolutions » une série d'événements bouleversant les rapports de force mondiaux (effondrement du stalinisme, conversion de la social-démocratie au social-libéralisme, mondialisation capitaliste...). Venant se substituer à celle ouverte par la révolution d'octobre, cette nouvelle période ne laissait voir aucun horizon de transformation sociale, justifiant à bien des égards d'envisager le futur proche du combat révolutionnaire au travers de médiations organisationnelles et programmatiques (nouvelle époque, nouveau programme, nouveau parti).

La crise historique du mouvement ouvrier, la nécessité de penser son avenir en termes de reconstitution-reconstruction (et plus reconstruction aujourd'hui que reconstitution...), l'absence d'hypothèses stratégiques envisageables « à court terme », les déconvenues (sur la crise révolutionnaire à venir après 68, l'après 81, en passant par l'échec des révolutions portugaise et nicaraguayenne, sans parler de l'échec des tentatives de regroupement des révolutionnaires à l'échelle mondiale ou nationale), les théorisations sur la fin de l'Histoire et de la classe ouvrière comme sur la victoire de l'impérialisme et son nouvel ordre mondial, rendaient probablement indispensable la réflexion sur les moyens de rebâtir un projet « à la gauche du possible ». Concernant la construction du parti, ce projet laissait volontairement en suspens une partie des délimitations stratégiques fruits de l'expérience du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Mais après ce " degré zéro " du débat stratégique, un nouveau temps est apparu avec le retour de luttes de résistance ne se cantonnant pas à s'opposer aux avancées ultralibérales. Le milieu des années 90 est le point de départ d'une revivification de la réflexion politique et de tentatives de penser l'alternative et l'émancipation. L'apparition du mouvement zapatiste, les grèves de 95, le mouvement altermondialiste, l'expérience de la démocratie participative au Brésil, les révoltes albanaises, argentine et ukrainienne, les mobilisations antiguerres, le processus révolutionnaire bolivarien ou la victoire de Moralès en Bolivie comme les débats portés par Holloway (*changer le monde sans prendre le pouvoir*) ou Negri (*l'Empire et la multitude*) créent les conditions d'un vaste débat dans lequel les questions stratégiques retrouvent une importance nouvelle.

Dire cela ne signifie pas que les rapports de force mondiaux ont été inversés et que la classe ouvrière est à l'offensive. Au contraire, les rapports de force restent défavorables et la bourgeoisie continue d'engranger des victoires partielles brisant les acquis du monde du travail et les solidarités nécessaires. Cela rend difficile des luttes victorieuses et la reconstruction d'une conscience de classe permettant d'inverser la tendance actuelle. Mais le contexte n'est plus à la voie royale pour l'impérialisme. Il se heurte à une accumulation de nouvelles expériences de lutte (encore insuffisantes pour refonder la conscience d'une victoire possible de ceux d'en bas et encore moins un parti mondial...). Ajoutées aux soubresauts de la course au profit, elles concourent à l'instabilité du système de domination et donc à d'inévitables nouvelles explosions. Celles-ci créent de nouvelles conditions pour une réappropriation de la discussion sur les voies et les moyens du changement. Puisque « *l'actualité réclame aujourd'hui plus que des résistances, des alternatives* » comme l'écrit Daniel Bensaïd [2], alors nous sommes parmi les mieux placés pour apporter notre pierre à l'édifice. Non seulement parce que nous avons des idées précises sur la question mais surtout parce que ce retour - si minime soit-il - est l'occasion d'une bataille politique contre les adversaires d'un socialisme authentique. Et cela même si les partis " comme le nôtre " ne se sont pas trouvés en situation de diriger une révolution. Ils n'en sont pas moins porteurs d'un capital théorique et d'une expérience irremplaçables. Ce bouillonnement inscrit à l'ordre du jour de nouvelles controverses au sein même d'un mouvement antilibéral traversé par deux options : réinsérer la gauche radicale dans le giron de la gauche institutionnelle ou construire une alternative basée sur l'indépendance de classe.

D'ailleurs ce n'est pas par hasard que réapparaissent des textes et des dossiers consacrés aux questions stratégiques ainsi qu'un nouveau Manifeste. C'est la compréhension diffuse que cette phase, qui voit l'émergence de nouvelles générations militantes (altermondialisme et mouvements de la jeunesse), rend indispensable la réappropriation d'éléments clés et la réaffirmation - adaptée - de démarcations fondamentales. Réappropriation et pas seulement nouveau programme car s'il faut intégrer de nouvelles dimensions (féminisme, écologie, etc.), il faut aussi remettre au goût du jour des acquis programmatiques nombreux et encore opérationnels. Travail identique au travers du contenu des discours d'Olivier Besancenot quand il parle de Louise Michel, du communisme et des moyens d'y parvenir et quand il intègre la problématique des discriminations tel qu'il le fait.

Et donc de la question du parti

De ce point de vue, même la discussion sur le « parti révolutionnaire » refait sens. Loin de faire l'unanimité y compris parmi ses partisans, elle a néanmoins repris dans la LCR. Il ne s'agit pas de revenir à une conception stricte du « parti révolutionnaire des travailleurs » modèle années 70. Mais en relation avec la question de la construction d'une nouvelle force anticapitaliste, de voir dans les coordonnées actuelles ce qu'il est possible de faire avancer de manière pédagogique pour réarmer la nouvelle génération et préparer les affrontements à venir, qu'ils soient révolutionnaires ou simplement antilibéraux.

En vingt ans, notre représentation du parti a fluctué. Dans un premier temps, le parti aux « délimitations stratégiques inachevées » ou « peu délimité » fut conçu comme une médiation temporaire vers le parti révolutionnaire (ce qui impliquait que les révolutionnaires soient organisés au sein du parti large). Cela signifiait clairement et à juste titre que par-delà la nécessité de regrouper, nous visions le dénouement révolutionnaire de l'antagonisme de classe bourgeoisie-prolétariat. Même si la période n'était pas elle-même révolutionnaire. Ce qui impliquait, par exemple dans un processus de rapprochement, de défendre l'intégralité de nos grandes définitions programmatiques. Est venu se substituer à cette représentation, celle de la « nouvelle force » aux contours idéologiques flous - Samy dit qu'elle doit être « *antisystème* ». Enfin ce que certains camarades appellent un parti marxiste.

Cette formule récente prend en compte le besoin de remettre sur le métier les questions stratégiques. Sans toutefois aller jusqu'au bout de la discussion car est-ce qu'un parti marxiste peut être autre chose qu'un parti révolutionnaire ? Est-ce que la rupture avec le capitalisme peut se faire autrement qu'avec une révolution ? Toujours est-il que ces questions se posent ou en tout cas se poseront dès que les conditions pour avancer dans des pas concrets seront réalisées. À condition de ne pas s'autolimiter...

Une nouvelle force anticapitaliste et révolutionnaire pour un renouveau du débat stratégique

En conséquence, la force que nous voulons construire ne peut « seulement » être anticapitaliste mais aussi révolutionnaire. Au sens où elle maintient le cap d'une démarcation stricte avec le réformisme non pas essentiellement dans ses axes revendicatifs mais aussi dans son rapport aux institutions et à l'État. Parce que nous agissons toujours pour une rupture avec le capitalisme, dans la perspective du socialisme et que nous savons qu'il n'y aura pas de rupture durable sans révolution et pas de révolution sans parti révolutionnaire. Le contexte n'y est certes pas favorable. Mais les rapports de force ne sont pas immuables. Aussi nous voulons garder le fil à plomb du parti révolutionnaire. Cela suppose d'éduquer les nouvelles générations militantes, dans la ligue comme à l'extérieur, à regarder cet horizon, pour ne pas perdre la boussole à chaque nouvel aléa de la lutte des classes. Notre tâche consiste donc à construire un courant révolutionnaire dans un contexte qui ne l'est pas.

À la différence de ce que les trotskystes pouvaient développer dans le passé en s'appuyant sur les acquis programmatiques, ou du moins une certaine répétition des textes fondateurs, ces éléments contiennent forcément un certain flou par rapport aux questions du parti révolutionnaire et de la révolution elle-même. C'est en cela qu'ils prennent en compte le caractère brouillé du débat idéologique d'aujourd'hui, le fait que nous n'avons pas « d'horizon révolutionnaire », d'hypothèses stratégiques clairement définies. Mais c'est aussi en cela qu'ils essaient de participer aux nouveaux débats et de contribuer à apporter des réponses de classe se démarquant de celles des réformistes

« sans réformes » et des antilibéraux qui s'apprêtent à brader la belle bataille du 29 mai en déclarant leur soutien à la gauche institutionnelle au nom de l'unité et de la seule nécessité de « battre la droite ». Pour voir plus loin : (re)fonder un projet crédible et construire un parti doté d'une influence de masse permettant à notre classe de conquérir l'hégémonie nécessitera de nouvelles expériences, cela fait accord entre nous. Toutefois, ces expériences ne seront utiles que si elles permettent de faire progresser la conscience de l'avant-garde « large » et forgent une nouvelle direction pour préparer l'inévitable affrontement. D'autant que le mouvement ne repartira pas de zéro. Cela suppose de tirer les leçons de chaque pas, de chaque victoire et de chaque échec. Comment le faire sans réinvestir l'apport des expériences passées ? Sans la connaissance de l'objectif ? Le brouillard cache le chemin, il ne le fait pas disparaître...

C'est pour cela qu'il y a une certaine autonomie entre la construction du « parti révolutionnaire » et les conditions concrètes de la révolution. Dire qu'on ne peut définir à priori le type de parti parce qu'on ne connaît pas encore quels seront les contours, les « figures » de la révolution n'a pas de sens. Cela revient à dire qu'on ne peut pas bâtir de parti révolutionnaire avant la crise prérévolutionnaire si tant est que celle-ci soit suffisamment rapprochée du dénouement pour éclairer la lanterne de l'avant-garde. Dans les pays impérialistes (Europe, USA), la crise la plus probable sera une crise prolongée combinant sur plusieurs années mouvements de grève, manifestations et blocages, grève générale, révoltes et mouvements insurrectionnels, batailles politiques et électorales. C'est ce qu'indiquent toutes les expériences passées et le mode de fonctionnement et d'organisation du capitalisme dans ces pays, le poids qu'y pèse la classe ouvrière. La guerre populaire prolongée depuis le Larzac libéré ou à partir des Monts d'Arrée (lutte de libération nationale oblige) semble peu probable. Et même si nous n'avons pas d'expériences contemporaines récentes pour alimenter le débat stratégique, nous avons encore une fois des acquis à réinvestir. Les révolutionnaires ne procédaient-ils pas souvent par analogies avec les révolutions antérieures ? Lénine et Trotsky sont allés puiser dans l'expérience de la Révolution française de nombreux matériaux. Pourtant, elle avait eu lieu 128 années avant la révolution d'octobre.

L'absence de visibilité amène d'ailleurs une partie de ceux qui discutent de perspective stratégique à contourner le problème de l'affrontement avec le pouvoir. « *Le changement révolutionnaire est plus urgent que jamais, mais nous ne savons plus ce que peut signifier une révolution [...]* » écrit John Holloway. [3] Plus que la figure de la révolution, n'est-ce pas surtout le problème de la construction du parti (et donc du programme) qu'ils contournent ? Daniel Bensaïd lui répond et cette réponse a à notre sens une valeur plus générale : « *Nous voici au cœur du débat. Au seuil du nouveau millénaire, nous ne savons pas ce que pourront être les révolutions futures. Mais nous savons que le capitalisme n'est pas éternel et qu'il est urgent de s'en libérer avant qu'il ne nous écrase. C'est le sens premier de l'idée de révolution. Elle exprime l'aspiration récurrente des opprimés à leur libération. Nous savons aussi, après les révolutions politiques dont sont issus les Etats-nations modernes, après les épreuves de 1848, de la Commune, des révolutions vaincues du XX^e siècle, que les révolutions à venir seront sociales ou ne seront pas. C'est ce sens qu'a revêtu, depuis le Manifeste communiste, le mot de révolution. Après un cycle d'expériences souvent douloureuses, confrontés aux métamorphoses du capital, nous avons du mal à imaginer aujourd'hui la forme stratégique des révolutions futures. Ce n'est pas nouveau : personne n'avait programmé la Commune de Paris, le pouvoir des Soviets, ou le Conseil des milices de Catalogne. Ces formes, " enfin trouvées ", du pouvoir révolutionnaire sont nées de la lutte même et de la mémoire souterraine des expériences passées.* » [4] Cela ne suffit-il pas pour définir pour aujourd'hui l'idée révolutionnaire, la nécessité de la révolution, même dans un contexte qui n'est pas révolutionnaire ?

Aujourd'hui et demain et réciproquement

Qu'est ce qu'être révolutionnaire aujourd'hui ? Pas seulement « *travailler à la croissance d'un camp opposé au système... appuyé sur les grands principes d'une alternative socialiste* » comme l'écrit Samy et donc s'abstenir de « *préparer la révolution* ». « Préparer » la révolution, ce n'est pas seulement préparer la prise du pouvoir qui serait la seule justification de la séparation entre les organisations révolutionnaires et les autres partis ouvriers. Car, dès lors, l'éloignement des perspectives révolutionnaires comprises comme l'affrontement ultime et ce qu'il décrit comme la marginalité congénitale des organisations révolutionnaires « comme les nôtres » fondent la nécessité d'un parti « antisystème » qui ne « prépare » pas la révolution mais cherche principalement à résoudre le problème de comment devenir « majoritaire ».

Pour nous, préparer la révolution, ce n'est pas uniquement la faire, “ *pour aujourd'hui* ”. Cela doit être compris comme l'action de celles et ceux qui sont porteurs d'une perspective d'émancipation et des moyens de la faire triompher, de “ *l'aspiration récurrente des opprimés à leur libération* ”. Ce qui suppose certes de travailler à l'élaboration d'un programme, à chercher à gagner l'hégémonie mais aussi un certain degré d'organisation préalable (construire le parti révolutionnaire avec ou sans médiations). C'est donc porter les acquis programmatiques et organisationnels, l'expérience du mouvement ouvrier révolutionnaire. C'est « creuser le sillon » au sens non de la défense dogmatique d'un modèle de révolution (qui effectivement n'existe pas de manière définitive et exhaustive, dont la forme est imprévisible), mais de la conscience du but (la révolution sociale nécessaire) et d'un cadre de compréhension des enjeux d'une véritable transformation sociale durable qui suppose d'avoir une certaine conception du déroulement de la révolution, de sa préparation, de la transition et des conditions nécessaires à son approfondissement jusqu'au dépérissement de l'état. Et cela contre toutes les expériences de révolutions ou de théories révolutionnaires qui ont conduit à l'échec et à la dégénérescence (l'anarchisme, le stalinisme, le gauchisme...).

Et cela est valable « pour demain » et « pour aujourd'hui ». Car les conditions de la révolution (la prise du pouvoir par l'avant-garde prolétarienne) se construisent effectivement dans les soubresauts de phases préliminaires ou s'accumulent expérience, programme et parti. Bien que la période ne soit pas (à un moment donné) révolutionnaire ou prérévolutionnaire, il n'y aura pas de révolution victorieuse sans la structuration d'un parti doté d'une influence de masse, porteur d'un programme synthétisant l'expérience passé du mouvement ouvrier et les revendications des masses dans leurs luttes quotidiennes contre les oppressions, défendant la grève générale et l'insurrection comme des outils permettant de disputer le pouvoir au Capital, prônant l'auto organisation comme principe de l'émancipation collective (l'émancipation des travailleurs...), la nécessité de la lutte contre les bureaucraties et la défiance vis-à-vis des institutions (bourgeoises et bureaucratiques), et quelques autres acquis théoriques... Si la séparation entre réformistes (et antilibéraux et anticapitalistes inconséquents) et révolutionnaires n'est indispensable en dernier ressort que par rapport à la question centrale de la destruction de l'État bourgeois, l'accumulation préalable de force (parti/programme) est cependant incontournable. C'est cela préparer la révolution. Le clivage réforme révolution ne peut se réduire à l'ultime désaccord concernant la prise du pouvoir, à la veille du « grand soir ». Il a une réalité pendant tous les actes de la vie politique quand le rapport à l'État et aux institutions est en jeu. C'est-à-dire souvent pour ne pas dire toujours dans la lutte de classe, dans l'action du syndicalisme, des partis et des associations de lutte.

Des divergences stratégiques aux conséquences très pratiques

Pour revenir à la question du parti, la formule « antisystème » suffit-elle (comprise comme un ensemble d'accords sur l'attitude générale par rapport à l'action politique y compris l'accord sur la

non-participation à un gouvernement bourgeois), pour faire d'un parti aux délimitations inachevées « notre parti » ? Un parti où « *plusieurs stratégies pour en finir avec la société actuelle* » pourraient cohabiter ? Comme nous imaginons qu'il ne s'agit pas de plusieurs stratégies (hypothèses stratégiques) pour la révolution, le problème reste entier. Est éludée la question centrale du pouvoir. Même si on croit comme Samy que cette question se résout au dernier moment et qu'on a pas besoin d'en faire un clivage permanent, il faudra bien, à un moment ou à un autre, la résoudre. Et de préférence au bon moment (sauf à penser que la révolution, quelle qu'en soit la forme, ne sera plus nécessaire, ce qui n'est pas le cas de Samy ou que le retour d'une nouvelle période révolutionnaire permettant de réélaborer des hypothèses stratégiques est trop éloigné ; ce qui ramène la réflexion théorique à un art divinatoire). Cette compréhension implique donc la nécessité au minimum de penser les conditions dans lesquelles nous mènerons ce débat à l'intérieur du parti (s'organiser en tendance ou en fraction et donc avoir un parti qui le permette). Cela implique aussi d'avoir en tête qu'il faudra soit résoudre ce problème dans le parti soit en sortir. Il faudra conquérir l'hégémonie dans la société mais aussi dans la nouvelle force. D'où pour nous l'actuelle nécessité de militer pour que celle-ci soit " *envisagée d'emblée comme une médiation vers la constitution d'un outil révolutionnaire* ".

Le débat sur le rapport aux institutions est de ce point de vue éclairant. Il faut évidemment si on veut gagner l'hégémonie, disputer la représentation politique de la classe y compris dans les assemblées bourgeoises (nationales, municipales...). Un parti de masse devra se coltiner la présence dans les institutions, accepter de gérer des municipalités (qui peuvent être un champ d'action politique démonstratifs tandis que l'Assemblée nationale ne restera qu'une tribune - on peut gérer la ville avec un rapport de force national de moindre intensité pas le pays). Mais plusieurs expériences montrent que même avec de forts acquis théoriques - en tout cas beaucoup plus que les réformistes - et le soutien d'une frange importante de la population, on n'évite pas les dangers (cf. Liverpool, Porto Alegre). A fortiori quand les délimitations théoriques sont faibles. Sur le fil du rasoir institutionnel, seuls les révolutionnaires parce qu'ils sont conscients de la pertinence du clivage entre réformisme et révolution (ce qui ne signifie pas que leurs revendications soient révolutionnaires), et peuvent l'exprimer concrètement, peuvent assumer les contradictions de la présence dans les institutions pour en faire des outils de pédagogie socialiste et de mobilisation. Pour paraphraser, il faut être au minimum anticapitaliste conséquent c'est-à-dire révolutionnaire pour peser dans le bon sens et ne pas tomber du mauvais côté, là où ne manqueront pas d'aller les réformistes et autres " inconséquents ".

La grève générale : option stratégique fondamentale

Enfin notre problème n'est pas de chercher la forme « pure » de la révolution mais de dégager des expériences du passé les enseignements permettant d'agir sur les événements. Ainsi, indépendamment de sa réalisation concrète le concept de grève générale porte, pour nous, une dimension éducative utile pour le développement du processus révolutionnaire. Après le mouvement des retraites, le mouvement contre le CPE, certains camarades se sont mis à douter de ce mot d'ordre. Certains pensant même qu'il fallait ne plus le mettre en avant ou que ce n'était qu'un mot d'ordre de syndicalistes radicaux. Nous pensons quant à nous qu'une des questions clé consiste à créer les conditions de l'intervention directe des salariés sur la scène politique et sociale. Pour réaliser cet objectif la grève générale représente une figure centrale et l'un des modèles les plus probables pour renverser le système capitaliste dans les pays impérialistes.

Le premier débat sur la grève générale a eu lieu à la fin du XIX^e siècle et a été introduit par les anarchistes et cela en opposition avec la tactique social-démocrate adoptée à ce moment-là par la plupart des marxistes, qui était la lutte électorale et parlementaire. Mais le syndicalisme-

révolutionnaire pensait que la grève générale seule suffisait pour renverser le système capitaliste en sous-estimant le problème de l'Etat, le problème du gouvernement et donc de la nécessaire transformation de la grève générale en une insurrection. Rosa Luxembourg reprendra la perspective de grève générale, en dépassant le débat anarchistes-socialistes, et en essayant de lier dynamique du mouvement de masse et perspective politique. Depuis, l'hypothèse stratégique de la grève générale active reste pour nous, sous de nouvelles formes, la variante la plus probable de l'affrontement contre le pouvoir en place. Les thèses qui relativisent le rôle stratégique des grèves générales et des manifestations centrales n'ont pas été vérifiées lorsque le mouvement des masses se met en branle. Même en Argentine en 2001 pourtant parfois citée comme contre-exemple, le mouvement a combiné occupations et blocages de rue (les piqueteros), journées de grève générale et journées insurrectionnelles ou par définition celles et ceux qui y participaient n'étaient pas au boulot...

La grève générale a plusieurs dimensions : ce n'est pas une grève à laquelle participent tous les salariés, ce n'est pas une « grosse journée d'action ». Elle doit être largement interprofessionnelle non seulement dans la participation mais aussi dans les buts. Elle est le cadre d'un mouvement politique de la classe ouvrière, permet son expression indépendante, a ses organisations. Elle a une fonctionnalité dans l'affrontement avec l'Etat : la paralysie de l'économie, des axes de circulation stratégique. Elle crée le cadre d'une remise en marche de la production... Dans les métropoles capitalistes à forte composition de salariat, c'est la forme par excellence de l'intervention directe de la classe ouvrière. Mais la préparation de ces grèves générales passe aussi dans l'intervention quotidienne, par les propositions pratiques de coordination, centralisation des luttes, par une propagande et agitation flexible pour créer les conditions de mouvements d'ensemble de la classe ouvrière. On peut lui ajouter ou la combiner à la succession de grandes manifestations de masse qui paralysent un pays, le problème étant à chaque fois de trouver les formes qui expriment la force du mouvement de masse, sa radicalité et son efficacité pour paralyser l'Etat bourgeois. Enfin, la grève générale seule ne résout pas en soi la question de la stratégie de conquête du pouvoir. « Elle pose la question du pouvoir, elle ne le résout pas », dira Lénine. Pour cela, il faut l'accompagner de formes d'organisation et d'une perspective de pouvoir gouvernemental. C'est pour cela qu'il ne faut pas abandonner ce mot d'ordre qui est toujours et encore plus d'actualité aujourd'hui !

Notes

1. Sur le site d'ESSF : [Deux contributions au débat de la LCR : « Mélanges stratégiques », suivi de « notes » critiques](#)

1. Daniel Bensaïd - *Un monde à changer*. Les éditions Textuel 2003 - page 13.

2. John Holloway " *Changer le monde sans prendre le pouvoir* " p. 20 cité par Daniel Bensaïd *op.cit* p.139.

3. Daniel Bensaïd *op.cit* par 140.

P.-S.

* Paru dans « Critique communiste » n° 181, novembre 2006, dans le dossier « Questions de stratégie [2] ».